



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. générale  
18 avril 2011  
Français  
Original: anglais

**Conseil du commerce et du développement**

**Commission de l'investissement, des entreprises et du développement**

**Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale:  
coopération Sud-Sud et intégration régionale**

Troisième session

Genève, 23-25 février 2011

**Rapport de la Réunion d'experts pluriannuelle sur  
la coopération internationale: coopération Sud-Sud  
et intégration régionale sur sa troisième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 23 au 25 février 2011

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Résumé du Président.....	2
A. Déclarations liminaires.....	2
B. Croissance de rattrapage et capacités productives: vers un nouveau paradigme du développement?.....	2
C. Réduire la fracture technologique: la coopération Sud-Sud est-elle différente?.....	4
D. Développement industriel: la dimension régionale.....	5
E. Renforcer le secteur primaire grâce aux relations Sud-Sud.....	7
F. Élargissement de la marge d'action dans le contexte du commerce Sud-Sud.....	9
G. Séance spéciale – 12 heures-14 heures.....	11
II. Questions d'organisation.....	12
A. Élection du Bureau.....	12
B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.....	12
C. Résultats de la session.....	12
D. Adoption du rapport.....	12
Annexe	
Participation.....	13

## **I. Résumé du Président**

### **A. Déclarations liminaires**

1. La troisième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale: coopération Sud-Sud et intégration régionale avait pour thème principal: «Les relations Sud-Sud au service du renforcement des capacités productives dans les pays en développement». Elle s'est tenue peu de temps après la signature de l'acte final du troisième cycle de négociations relatives au Système global de préférences commerciales entre pays en développement, en même temps que la CNUCED entamait la préparation de la treizième session de la Conférence, prévue à Doha en 2012.

2. Dans ses observations liminaires, le Secrétaire général adjoint de la CNUCED, M. Petko Draganov, a dit que la crise actuelle avait encouragé une réflexion critique sur les conceptions courantes des stratégies de développement. L'intégration et la coopération Sud-Sud en matière de politiques industrielles, commerciales et macroéconomiques étaient essentielles à cet égard et avaient été définies comme des priorités par le secrétariat de la CNUCED pour ses activités de promotion d'une reprise et d'un rééquilibrage de l'économie mondiale, fondées sur le concept de «mondialisation centrée sur le développement».

3. M. Luis Manuel Piantini (République dominicaine), Président du Conseil du commerce et du développement et Président de la Réunion d'experts, a dit que la coopération Sud-Sud pouvait être mobilisée pour accroître la productivité dans les pays en développement et reproduire l'expérience positive de l'Asie dans d'autres régions du monde. Il a également considéré que l'intégration et la coopération entre pays en développement pouvaient être efficaces face aux défis climatiques des prochaines décennies.

4. Deux intervenants – M<sup>me</sup> América Bastidas Castañada, Vice-Ministre de la coopération internationale, Ministère de la planification et du développement de la République dominicaine, et M. Juan Francisco Ballén Mancero, Sous-Secrétaire au commerce et à l'investissement, Ministère des industries de la productivité de l'Équateur – ont souligné l'importance des relations Sud-Sud et, en particulier, de l'intégration économique et financière régionale pour stimuler la reprise économique en Amérique latine et dans les Caraïbes tout en assurant le progrès humain et social. La création d'espaces de coopération au titre d'initiatives aussi différentes que l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Forum des Caraïbes (CARIFORUM), le Système d'intégration centraméricain (SICA) et l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) a été examinée, en même temps que les incidences de tels mécanismes sur la croissance et la réduction de la pauvreté.

### **B. Croissance de rattrapage et capacités productives: vers un nouveau paradigme du développement?**

5. À la première séance, les experts ont présenté quelques-unes des principales tendances et quelques-uns des principaux enjeux liés à l'émergence de nouveaux acteurs mondiaux dans le Sud, les perspectives de renforcement des capacités productives grâce à une intensification de la coopération Sud-Sud, et leurs incidences sur la gouvernance d'une économie mondiale multipolaire.

6. La transition des pays développés vers les pays en développement de la création de richesse a été évoquée en détail. Des données ont été présentées sur la diminution progressive du poids de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans l'économie mondiale, et sur la montée en puissance des pays en développement, qui avaient représenté 70 % de la croissance mondiale au cours des dix années précédentes. Même si cette tendance était principalement attribuable à la croissance rapide de la Chine et de l'Inde, toutes les régions en développement, y compris l'Afrique subsaharienne, avaient commencé de montrer des signes de progrès réel. Les experts ont également examiné quelques-unes des incidences macroéconomiques de ces changements: accroissement de la main-d'œuvre mondiale, avec plus d'un milliard de nouveaux travailleurs dans les pays en développement, et modification de la répartition des soldes courants, des pays en développement devenant excédentaires alors que certains pays développés devenaient largement déficitaires. Cette évolution s'était accompagnée d'une contribution croissante du commerce et de l'investissement étranger direct (IED) Sud-Sud, et les experts ont estimé qu'une poursuite de l'intégration des pays en développement pourrait être encore beaucoup plus profitable à ces pays que la poursuite des traditionnelles mesures de libéralisation Nord-Sud.

7. Les pays en développement n'avaient pas tous connu une période de croissance soutenue et de convergence des revenus. La demande accrue de ressources naturelles et l'envolée consécutive des prix des produits de base avaient pesé sur de nombreux pays en développement importateurs de denrées alimentaires, tandis que d'autres n'avaient pas été en mesure d'utiliser les revenus tirés de l'exploitation des ressources pour diversifier leur structure de production en direction de secteurs davantage créateurs d'emplois. En fait, la Chine avait représenté à elle seule 90 % de la réduction de la pauvreté au niveau mondial sur la période 1990-2005, le taux de pauvreté par habitant étant passé de 41 % à 26 %, et les taux de pauvreté étaient restés extrêmement élevés dans la majorité des pays les moins avancés (PMA). La création d'emplois était considérée comme la pierre angulaire des efforts de lutte contre la pauvreté dans de nombreux pays. Par ailleurs, les experts ont présenté des données indiquant l'existence d'une fracture technologique croissante entre pays en développement, mesurée par l'investissement total dans la recherche-développement et par le nombre de dépôts de brevets. Les inégalités augmentaient également à l'intérieur de nombreux pays à croissance dynamique, car la croissance ne profitait pas automatiquement aux groupes les plus pauvres de la société en l'absence de politiques sociales appropriées.

8. Les experts ont par ailleurs souligné l'importance d'un autre changement fondamental survenu au cours de la dernière décennie, à savoir l'abandon progressif du fondamentalisme de marché qui avait caractérisé la réflexion sur le développement dans le passé. Les institutions financières internationales basées à Washington avaient tardivement reconnu les limites de l'approche unique et universelle préconisée dans les années 90 et paraissaient désormais plus enclines à tenir compte d'indicateurs de développement humain (plutôt que d'indicateurs du seul développement économique) pour mesurer les résultats des pays et à adopter une conception plus «productiviste» du développement. Un tel changement de paradigme avait également été rendu possible par la crise économique mondiale, qui avait obligé de nombreux pays de l'OCDE à adopter des plans massifs de relance, et par de récents travaux de recherche indiquant que les pays avancés, y compris les États-Unis, avaient mis en œuvre des politiques industrielles décentralisées bien avant 2008. Ces politiques avaient souvent été appliquées au niveau de l'État, où les institutions publiques jouaient un rôle crucial dans la mise en place de réseaux permettant d'associer entreprises, universités et fonds de capital-risque.

9. Une conception «productiviste» du développement appelait à une participation plus directe du secteur public à l'économie et à l'adoption de politiques industrielles visant à promouvoir la diversification de la structure de production et à garantir une amélioration progressive de la qualité des biens exportés. Plus concrètement, les experts ont estimé que les gouvernements des pays en développement ou leurs organismes spécialisés devraient identifier les biens produits dans des économies dynamiques dotées des mêmes ressources et facteurs de production, et apporter un soutien aux entreprises nationales qui produisaient déjà ces biens. Apprendre des autres pays et partager les expériences sont apparus comme des éléments essentiels de la conception des politiques de développement. Par exemple, dans la Province chinoise de Taïwan, le Gouvernement avait créé un secrétariat pour associer les compétences étrangères aux connaissances locales en vue d'accélérer la modernisation et la diversification de la structure de production. D'après les experts, la CNUCED était bien placée pour favoriser de la même manière un échange d'expériences entre les pays, faciliter l'apprentissage et promouvoir l'adaptation des politiques ayant fait leurs preuves dans d'autres pays en développement.

10. Les experts ont également proposé la création de parcs industriels et de zones franches industrielles pour attirer des capitaux nationaux et étrangers dans des secteurs d'activités sélectionnés, mais ils ont en même temps souligné l'importance des politiques sociales et des mécanismes de redistribution pour un partage des fruits de la croissance en faveur des pauvres. Ils ont reconnu les avantages potentiels d'une plus grande liberté du commerce, mais ont mis en garde contre la mise en œuvre trop rapide ou déséquilibrée de mesures de libéralisation, en particulier dans des pays encore peu développés. Ils ont souligné l'importance primordiale d'un calendrier approprié des réformes et ont passé en revue l'expérience de plusieurs pays d'Amérique centrale et de la République dominicaine, qui avaient libéralisé leurs échanges commerciaux avec les États-Unis d'Amérique dans le cadre de l'Accord de libre-échange centraméricain (CAFTA).

11. Ces débats ont permis d'esquisser une nouvelle orientation des politiques de développement, articulée autour a) de la coordination économique et l'échange d'informations Sud-Sud, b) de la coopération entre le secteur privé et le secteur public et c) de l'adoption de politiques industrielles visant à promouvoir la diversification économique et des secteurs économiques dynamiques.

### **C. Réduire la fracture technologique: la coopération Sud-Sud est-elle différente?**

12. La deuxième séance a été consacrée à la contribution potentielle de l'intégration Sud-Sud au transfert de technologie et de connaissances. Plusieurs expériences régionales ont fait l'objet d'un examen approfondi.

13. Les experts ont souligné les besoins et les difficultés spécifiques de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) de l'ONU où, au cours de la décennie écoulée, les investissements dans la science, la technologie et l'innovation (STI) n'avaient pas eu les effets escomptés. En dépit d'une amélioration de la connectabilité numérique et d'autres indicateurs, les niveaux de revenu et la productivité dans la région restaient faibles, et de nombreux pays membres de la CESAO rencontraient de sérieux problèmes de compétitivité par rapport à d'autres pays en développement. Les résultats les plus intéressants de la recherche locale étaient généralement publiés dans des revues occidentales et leurs effets bénéfiques avaient tendance à toucher davantage la communauté scientifique internationale que les pays arabes. Consciente de ces difficultés, la CESAO avait créé un centre de technologie à Amman (Jordanie) pour aider à renforcer les systèmes de la STI et promouvoir synergies et complémentarités au niveau régional, et réduire ainsi l'écart technologique avec d'autres régions du monde.

14. Les services proposés par ce centre ont été présentés au cours de la séance: services de STI et services de développement et de gestion de l'innovation, pour des secteurs allant des technologies de l'information et de la communication à l'énergie. Le centre s'occupait également de concevoir un système de technologie pour la région.

15. Les experts ont également examiné le cas du Centre international de la science, de la technologie et de l'innovation pour la coopération Sud-Sud (ISTIC), créé sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2008, et installé en Malaisie. Ce centre assurait la formation de scientifiques, de technologues et de décideurs sur des questions relatives à la STI et s'efforçait d'instaurer des relations à long terme entre établissements universitaires et entreprises aux niveaux national et international. Il s'intéressait principalement aux ressources en eau, à l'énergie, à la santé, à l'agriculture et à la biodiversité, et réalisait des programmes dans plusieurs régions du monde.

16. Enfin, les experts se sont demandé si les sociétés transnationales (STN) du Sud étaient mieux placées pour promouvoir le développement que les STN du Nord. Les données montraient que les flux d'IED du Sud ne représentaient toujours qu'un septième des IED mondiaux et que leur accroissement ces quinze dernières années était presque entièrement attribuable à des STN des pays suivants: Brésil, Chine, Inde, Malaisie, Mexique, Philippines, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Thaïlande et Turquie. En outre, les IED Sud-Sud comprenaient également des opérations d'investissement dites «de carrousel» ainsi que le recours aux paradis fiscaux, ce qui était susceptible de fausser les estimations existantes, et ils concernaient essentiellement l'exploitation de ressources naturelles, des activités de production à faible technicité et le secteur des services.

17. Il a également été démontré que les STN du Sud fonctionnaient généralement selon les mêmes principes que les STN du Nord, c'est-à-dire qu'elles s'efforçaient avant tout d'optimiser leurs profits pour leurs actionnaires et d'améliorer leur position stratégique (à long terme), davantage que de soutenir le développement du pays d'accueil. Les mêmes obstacles qui empêchaient les pays d'accueil de profiter pleinement des IED traditionnels étaient donc aussi susceptibles de limiter les avantages potentiels des IED Sud-Sud. De fait, dans tous les cas d'un développement auquel contribuaient les STN évoqués par les experts, le pays d'accueil s'efforçait d'attirer des STN, mais aussi de développer une capacité nationale d'absorption pour promouvoir l'internalisation des retombées et un transfert de technologie vers les entreprises locales. La politique industrielle et la politique relative aux IED devaient donc être conçues conjointement, si l'on voulait attirer des IED dans les secteurs offrant le meilleur potentiel de développement et optimiser leur impact sur l'économie locale.

#### **D. Développement industriel: la dimension régionale**

18. Les experts ont examiné la contribution potentielle des relations Sud-Sud au renforcement des capacités productives manufacturières et les possibilités d'un échange d'enseignements en matière de gouvernance entre pays en développement. Ils ont souligné que les relations entre les États et les marchés avaient changé après la crise financière. Le développement était de nouveau à l'ordre du jour, et «sans un État développementaliste, il n'y [avait] pas de développement». L'accent était actuellement mis sur une contribution réelle des politiques industrielles au développement. Mais toute politique industrielle englobait un ensemble complexe de politiques macroéconomiques et sectorielles, et les actuels niveaux de développement et les capacités institutionnelles étaient les facteurs déterminants de l'efficacité de ces politiques. De plus, des consultations étant nécessaires pour établir les priorités, il y avait toujours un risque de mainmise sur cette politique par différents groupes d'intérêts. Quatre voies ont été proposées pour réduire ce risque: a) le

rôle des agents publics et celui des agents privés devaient être bien précisés à chaque étape du processus; b) pour chaque mesure envisagée, il fallait aussi bien préciser les avantages potentiels et les engagements des différentes parties; c) il fallait mettre en place des mécanismes de suivi/surveillance; et d) la liberté de la presse devait être garantie, pour soutenir la mise en œuvre des mesures.

19. À propos de l'expérience du Brésil en matière de politique industrielle, les experts ont noté que, précédemment, les priorités politiques avaient été prédominantes, alors qu'actuellement l'accent était mis sur l'investissement, l'innovation, l'exportation et les petites et moyennes entreprises. Compte tenu des réalités et des difficultés auxquelles étaient confrontés les responsables dans une économie ouverte, et dans le contexte de l'actuelle crise mondiale, le succès de toute politique industrielle passait par une approche évolutive, qui devrait permettre de faire face aux problèmes de compétitivité rencontrés par différents secteurs, et de tenir compte du niveau de développement du pays et de sa vision quant à l'orientation que devrait suivre son économie. La conception de politiques industrielles efficaces laissait à désirer dans les pays en développement, et les réseaux Sud-Sud pouvaient aider à développer les capacités institutionnelles nécessaires pour réduire l'écart de compétitivité avec le monde développé.

20. Il a été souligné que les théories du commerce fondées sur l'avantage comparatif statique montraient que les pays du Nord et du Sud étaient des partenaires commerciaux naturels, et que le commerce Sud-Sud aurait des effets de distorsion et était donc moins efficace. De nombreuses opinions, aux niveaux national et international, continuaient de s'appuyer sur cette approche statique. Toutefois, une autre approche, dynamique, était nécessaire, fondée sur les principes de la division du travail, du partage de la production et d'une action commune pour faire face aux problèmes de la pénurie de ressources dans le Sud. La question de savoir si la Chine pouvait devenir un pôle d'industrialisation et de croissance pour d'autres pays du Sud, en particulier les PMA, a été examinée de façon très approfondie. Le volume du commerce de la Chine était sans comparaison avec celui d'autres pays en développement, et ce pays jouait un rôle de centre manufacturier pour les pays en développement dans la mesure où il importait des articles manufacturés de ces pays pour les transformer et les réexporter vers le Nord. Toutefois, les importations chinoises en provenance des PMA restaient modestes, essentiellement composées de produits de base.

21. Il a été estimé que, après la crise asiatique de 1997-1998, il y avait eu un recouplage et non un découplage en matière de croissance entre la Chine et les pays à revenu élevé. Cela augmentait les risques à court terme pour les pays en développement, dans la mesure où la corrélation entre les cycles économiques s'intensifiait. Les risques à long terme pour les pays en développement étaient particulièrement importants, car il était peu probable que la Chine continue indéfiniment de connaître une croissance de 10 % par an. Par ailleurs, les capacités de la Chine de produire des pièces et des composants augmentaient et la part des importations dans ses exportations diminuait. La Chine pourrait également commencer à produire davantage de biens de consommation, ce qui aurait tendance à réduire ses importations en provenance des autres pays en développement. Il a également été souligné que le modèle est-asiatique du «vol d'oies sauvages» avait peu de chances de se reproduire dans le cas de la Chine et des autres pays en développement, car la majeure partie des IED en Chine correspondait à des opérations d'investissement «de carrousel». Face à ces risques, les pays en développement devaient s'engager dans une collaboration technologique et industrielle et adopter des politiques encourageant activement les partenariats public-privé et les collaborations techniques.

22. L'expérience de l'Uruguay a été examinée dans la perspective de la contribution des relations Sud-Sud au renforcement des capacités productives dans les pays en développement. On a souligné les facteurs endogènes et exogènes qui avaient soutenu la croissance de l'Uruguay au cours des sept dernières années, avec un faible taux de chômage et une faible inflation. Les experts ont débattu de la politique industrielle du pays, dans le contexte de ses engagements vis-à-vis du Marché commun du Sud (MERCOSUR). Les domaines prioritaires de cette politique industrielle pour la période 2011-2015 ont été examinés, l'accent étant mis sur les rôles respectivement joués par les syndicats, les pouvoirs publics et les employeurs. Une politique industrielle exigeait une vision à long terme, mais devait aussi s'appuyer sur des objectifs à court terme et à moyen terme. Les politiques industrielles de l'Uruguay prévoyaient notamment le développement de districts et de parcs industriels, des programmes de développement des entreprises locales, la formation des travailleurs et des prescriptions en matière d'éléments d'origine locale. L'Uruguay se rattachait à l'économie mondiale pour partie à travers le MERCOSUR, dont dépendaient d'importants instruments de politique commerciale et industrielle, notamment obstacles tarifaires et non tarifaires, contingents généraux ou spécifiques. Au sein du MERCOSUR, il existait des asymétries structurelles qui avaient conduit à l'émergence de chaînes de production dans trois secteurs: construction automobile, énergie solaire et construction navale. Le financement du développement de ces secteurs provenait du Fonds pour la convergence structurelle du MERCOSUR et de la Banque brésilienne de développement (BNDES). L'analyse des politiques industrielles de l'Uruguay faisait ressortir la nécessité d'une collaboration au sein de la région pour la diversification de la production, ainsi que l'importance des dimensions sociales de la politique industrielle, qui devrait englober la protection sociale.

23. Les experts ont également examiné le cas du Soudan, qui avait bénéficié de la coopération Sud-Sud, mais dont la production d'éthanol était actuellement frappée de restrictions en raison de normes et accords internationaux. Dans ce contexte, il a été noté que les pays en développement avaient perdu une part appréciable de leur marge d'action en souscrivant à des accords internationaux, et que la situation pourrait encore s'aggraver si le Cycle de négociations commerciales de Doha à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devait se conclure sous sa forme actuelle. Les accords de partenariat économique (APE) ont été jugés plus restrictifs pour la marge d'action que les accords multilatéraux, car ils n'offraient pas la flexibilité dont avaient besoin les pays à faible revenu. Les mêmes raisons invoquées par les pays développés pour protéger leur secteur agricole s'appliquaient tout autant aux pays en développement pour la protection de leur secteur industriel. Les experts ont par ailleurs débattu des problèmes rencontrés par les pays à revenu intermédiaire s'élevant dans la chaîne de valeur, et de l'intégration des petites économies dans les économies dominantes de leur région. Certaines règles commerciales internationales pouvaient créer des difficultés aux pays en développement désireux de s'élever dans la chaîne de valeur. L'exemple de l'Indonésie a été cité, qui avait pu progresser dans la chaîne de valeur en appliquant des taxes à l'exportation sur le bois. Les participants ont examiné en détail de quelle façon la coopération Sud-Sud permettrait de remédier aux contraintes financières rencontrées par les pays en développement. On a en particulier souligné le rôle joué par les banques de développement s'agissant de fournir un financement stable à long terme.

## **E. Renforcer le secteur primaire grâce aux relations Sud-Sud**

24. Dans le contexte de l'actuelle envolée des prix des produits de base, les participants ont considéré les moyens de renforcer le secteur primaire dans les pays en développement grâce à la coopération Sud-Sud et en exploitant les enseignements tirés de l'expérience. Ils ont plus particulièrement examiné l'expérience de l'Afrique subsaharienne au cours de la

période considérée, commencée en 2003, qui avait été la plus longue période de hausse des prix des produits de base depuis les années 50, et que l'on pouvait aussi qualifier de «supercycle» – lorsque les prix pouvaient rester à un niveau élevé pendant plusieurs années. Cette envolée des prix, que l'on considérait avoir été encouragée par la demande croissante de biocombustibles dans les pays développés et la croissance économique et démographique dans les pays en développement, avait alimenté la croissance économique des pays exportateurs de produits de base. Les pays d'Afrique subsaharienne avaient enregistré une croissance de 5,6 % par an, en moyenne, entre 2005 et 2008, et leur revenu par habitant avait atteint des niveaux records. En dépit de cette croissance, les niveaux de pauvreté étaient encore élevés et le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté avait augmenté. Les pays du Nord restaient, pour les pays d'Afrique subsaharienne, la principale source d'IED, de commerce et d'aide. Il a été suggéré que l'Afrique subsaharienne s'intègre davantage aux marchés d'exportation des pays du Sud et tire davantage parti des possibilités découlant d'innovations techniques originaires du Sud. Les marchés d'exportation dans les pays du Sud, notamment en Chine, offraient un potentiel considérable pour l'exportation de produits de base, en particulier de produits non transformés et non différenciés. Dans le cas du Gabon, le marché du bois s'était déjà réorienté de l'Union européenne vers la Chine. Les innovations originaires de pays du Sud pouvaient être mises à profit pour concevoir des technologies appropriées permettant d'utiliser de façon plus intensive la main-d'œuvre des pays d'Afrique subsaharienne.

25. Les experts ont examiné quelques-unes des activités de coopération Sud-Sud de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en particulier le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA), portant sur une coopération pour le renforcement des capacités productives, et l'Initiative sur la flambée des prix alimentaires, axée sur l'échange d'expériences et l'amélioration de l'environnement directif général. Depuis les années 80, les PMA étaient devenus importateurs nets de denrées alimentaires et agricoles, et le fossé entre leurs importations et leurs exportations s'était rapidement creusé. Dans ce contexte, le PSSA, lancé en 1996, avait permis d'apporter une aide aux agriculteurs dans les pays pauvres grâce à des méthodes et à des technologies facilement adaptables. Les ressources du programme comprenaient une équipe d'experts et de techniciens qui travaillaient directement auprès des communautés rurales et des agriculteurs et leur apprenaient à apporter de petites améliorations aux techniques et pratiques d'irrigation, d'horticulture, d'élevage, etc. Ces experts apportaient également un appui au développement de services nationaux de vulgarisation agricole et autres services.

26. Le PSSA avait commencé par un projet pilote et avait été élargi en 2002 à des programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire, en s'adressant à des pays manifestant une forte volonté politique d'améliorer leur sécurité alimentaire. Il avait pour objectif d'accroître la productivité alimentaire et d'améliorer les moyens de subsistance et l'accès à l'alimentation dans les zones rurales, et prévoyait des réformes d'orientation, des mesures de renforcement des institutions et des activités de renforcement des capacités. La coopération Sud-Sud dans ce contexte reposait sur un accord tripartite en vertu duquel un pays bénéficiaire et un pays en développement plus avancé (pays coopérant) indiquaient à la FAO leur volonté de participer à une initiative de coopération Sud-Sud au titre du PSSA. Une équipe conjointe FAO/pays coopérant se rendait dans le pays bénéficiaire pour élaborer l'accord de coopération Sud-Sud. La FAO rédigeait l'accord tripartite qui la liait au pays coopérant et au bénéficiaire. Des experts et des techniciens étaient désignés pour une période de deux à trois ans, les coûts étant partagés entre les participants. Souvent, une quatrième partie s'associait à l'accord, généralement une institution de financement.



27. Les experts ont également débattu de l'Initiative sur la flambée des prix alimentaires, qui avait été lancée en décembre 2007 et prévoyait les mesures suivantes: suivi étroit de l'évolution des marchés aux niveaux national, régional et international; compilation des mesures prises pays par pays et produit par produit; et analyse de ces mesures et de leurs incidences aux niveaux national, régional et mondial. L'objectif était d'élaborer un guide pour l'adoption de mesures stratégiques et programmatiques au niveau national permettant de faire face à une situation de prix alimentaires élevés. Il a été estimé que cela devrait englober les éléments suivants: a) mesures que les pays avaient prises face à la hausse des prix alimentaires, et efficacité de ces mesures; b) analyse détaillée des politiques et des mesures qui pouvaient être adoptées; et c) incidences sur les produits locaux, les consommateurs, les budgets et des pays tiers.

28. Les experts se sont déclarés préoccupés par le ralentissement de la croissance de la production agricole. Des prix du pétrole élevés, le réchauffement climatique et la perte de terres arables en raison de l'industrialisation et de l'urbanisation étaient autant de facteurs qui avaient contribué à une forte réduction du taux de croissance dans le secteur agricole, d'une moyenne de 3,1 % pour la période 1950-1973 à 1,2 % au cours des deux dernières décennies. Cette diminution de l'offre coïncidait avec une hausse soudaine de la demande mondiale de produits agricoles alimentée par un accroissement démographique et un accroissement des revenus rapides dans de nombreux pays en développement et par la vigoureuse expansion de la production de biocombustibles. Cette situation amplifiait les fluctuations des prix et aggravait l'insécurité alimentaire dans beaucoup de pays en développement. Les experts ont également reconnu l'existence d'importantes distorsions qui compromettaient davantage encore la situation des pays pauvres – par exemple, le recours accru à des obstacles techniques au commerce et le soutien apporté à leurs producteurs nationaux par les pays développés.

29. La stratégie menée avec succès par le Gouvernement chinois, fondée sur une intensification de la recherche-développement agronomique et un accroissement de l'intervention publique, a été présentée à la réunion. Les experts ont également examiné les activités Sud-Sud, qui constituaient un élément à part entière de la stratégie chinoise de développement agricole et avaient été mises en œuvre aux niveaux régional et mondial dans différents domaines de coopération (formation, mise en valeur des ressources humaines, aide alimentaire, IED).

30. Ils sont convenus de l'importance croissante de la coopération Sud-Sud pour le développement économique des pays du Sud. Quelques exemples de coopération Sud-Sud en Argentine et au Brésil ont été examinés, de même que la question de la production de biocombustibles par rapport à la production de denrées alimentaires. Des représentants de plusieurs États membres ont insisté pour que la CNUCED réalise des études détaillées de la coopération Sud-Sud dans le secteur agricole, en suggérant par ailleurs qu'elle contribue à l'échange d'expériences entre les pays.

## **F. Élargissement de la marge d'action dans le contexte du commerce Sud-Sud**

31. Au cours de la dernière séance de la réunion, les experts ont souligné l'importance de placer la productivité et l'emploi au cœur des stratégies de développement, afin de tirer profit de l'expansion du commerce Sud-Sud pour la promotion du développement et de rattacher les perspectives commerciales au processus de renforcement des capacités productives.

32. Ils ont analysé la «décennie perdue» pour le développement, lorsque l'adoption de politiques d'ajustement structurel mal inspirées par un fondamentalisme de marché avait freiné le développement et aggravé les inégalités et les tensions sociales. Compte tenu de cette expérience, les experts et les représentants ont souligné la nécessité d'élargir la marge d'action des pays en développement face à la crise actuelle. Des politiques keynésiennes visant à mobiliser les capacités productives existantes ne seraient peut-être pas suffisantes pour assurer le redressement de l'économie des pays en développement. Les politiques macroéconomiques classiques devaient s'accompagner de mesures pour créer de nouvelles capacités et assurer l'intégration sociale.

33. Les experts se sont accordés sur la nécessité d'élaborer des plans de production à long terme pour l'industrie, l'agriculture et les services, en tenant compte de différentes questions sociales et environnementales en même temps que d'aspects plus traditionnels concernant la productivité et la croissance. Améliorer l'accès au financement et au crédit a été jugé essentiel, tout comme le développement de services publics tels qu'électricité et transports, et de biens publics comme les soins de santé et l'éducation.

34. D'après les experts, un environnement plus favorable au développement était également nécessaire au niveau mondial. D'un côté, il a été jugé essentiel de réformer la finance internationale pour réduire l'instabilité des marchés financiers et garantir des sources fiables de financement du développement. D'un autre côté, les accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux devraient accorder un accès aux marchés aux pays en développement dans les secteurs où ces pays possédaient un avantage comparatif, tout en leur ménageant une marge d'action suffisante pour protéger des industries stratégiques encore incapables d'affronter la concurrence internationale. Si ces conditions étaient en partie respectées dans les Accords de l'OMC, tel n'était pas le cas de la vaste majorité des accords de libre-échange entre pays du Nord et pays du Sud, qui obligeaient les pays en développement à appliquer de très fortes réductions tarifaires. Élargir le commerce entre économies complémentaires du Sud et renforcer leurs liens réciproques devait être un élément fondamental de la nouvelle architecture mondiale pour le développement. Les experts ont examiné les résultats du Cycle de négociations de São Paulo, relatif au système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), qui prévoyait notamment des réductions moyennes des droits de 20 % sur 70 % des produits échangés. Ils sont convenus que les concessions réalisées au cours de ce cycle de négociations devaient être étendues aux lignes tarifaires restantes et que le nombre de pays membres concernés devrait être élargi. Ils sont également convenus qu'à l'avenir, les pays signataires devaient privilégier davantage la coordination des politiques et prévoir des accords spéciaux sur le partage de la production afin d'optimiser les économies d'échelle.

35. À cet égard, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pouvait constituer un bon exemple de coopération entre pays en développement, dont les experts ont débattu en insistant sur le fait que l'ASEAN avait réussi à promouvoir une coopération entre pays se situant à des niveaux de développement très différents. Les pays membres entendaient créer un marché unique d'ici à 2015 – avec une libre circulation des biens, des services et de l'investissement, et une plus grande mobilité de la main-d'œuvre – tout en promouvant simultanément la coopération et une assistance réciproque pour réduire les écarts de développement entre eux et entre l'Association et le reste du monde. Concrètement, une équipe spéciale de haut niveau de l'ASEAN avait été créée en 2009 pour élaborer un plan-cadre de connectabilité régionale, destiné à assurer la synchronisation des plans sectoriels au niveau de l'Association et de ses différentes sous-régions. Ce mécanisme prévoyait des dispositifs novateurs de financement des infrastructures qui pourraient servir d'exemple à d'autres groupements de pays en développement.

36. Les experts ont examiné le Programme consultatif de logistique commerciale de la Banque mondiale, qui avait pour objectif d'aider les pays en développement à améliorer leur accès aux marchés grâce à des procédures d'importation et d'exportation efficaces, fluides et responsables. Les coûts de transaction liés aux procédures réglementaires pouvaient sensiblement freiner les exportations, comme en témoignaient de récentes estimations indiquant qu'une réduction de 10 % du temps passé à satisfaire aux conditions réglementaires pourrait se traduire par une hausse de 6,1 % des exportations en Afrique subsaharienne. Le programme de la Banque mondiale portait sur la simplification et l'harmonisation de la documentation et des procédures, l'élaboration de systèmes d'inspection tenant compte des risques et d'un régime d'agrément pour les négociants en règle, et un recours accru à l'automatisation et à la technologie pour les paiements et pour la présentation des documents.

37. Enfin, les experts ont examiné les activités menées par le Centre du commerce international (CCI) à l'appui de la coopération et de la promotion du commerce Sud-Sud. Le CCI réalisait des activités au niveau régional depuis les années 1980 concernant les débouchés et les complémentarités possibles, et un échange d'expériences. Il étudiait actuellement les possibilités d'accroître les flux commerciaux entre le Viet Nam et l'Afrique subsaharienne.

## **G. Séance spéciale – 12 heures-14 heures**

38. Organisée en collaboration avec la Mission permanente de la France, cette session a été consacrée au programme pour le développement de la présidence française du G-20. Il a été souligné que le programme du G-20 élaboré à Séoul en 2010 comprenait quelque 19 objectifs, dont quatre prioritaires. Ces quatre priorités étaient le renforcement des infrastructures dans les pays en développement, la sécurité alimentaire, l'élargissement de la protection sociale et la mobilisation de ressources pour le développement. Concernant le développement des infrastructures, il fallait que les banques régionales et multilatérales de développement coordonnent leur action dans le cadre de projets spécifiques. La présidence française proposerait des mesures pour stimuler la production agricole. Il faudrait en outre améliorer la gouvernance et la coordination des politiques dans le domaine des produits agricoles, afin de prévenir de futures crises ou de mieux les gérer. Enfin, face aux conséquences préjudiciables de l'instabilité des prix agricoles, la présidence française demanderait aux grandes organisations internationales de conjuguer leurs efforts pour élaborer des outils de protection contre les risques. Concernant la mobilisation de ressources, il a été souligné qu'il fallait mettre en place des systèmes intelligents pour lutter contre l'évasion fiscale. Par ailleurs, des sources novatrices de financement pouvaient et devaient être mobilisées. Les exemples du Brésil et de la Norvège ont été évoqués.

39. Les experts ont examiné les conséquences du manque de marge d'action pour garantir la sécurité alimentaire, ainsi que l'importance de la transparence concernant le décaissement des ressources. Il a été rappelé que les décisions du G-20 étaient prises par consensus, chose qui n'était pas toujours facile à obtenir. Les questions sur lesquelles un consensus n'avait pas encore été obtenu au sein du G-20 ont été examinées: traitement en franchise et hors contingent des exportations des PMA, assouplissement des normes internationales pour les exportations de ces pays, appui à la coopération économique régionale en Afrique, et engagements financiers pour l'aide au commerce. On a souligné combien il était important de réduire les différences entre des institutions internationales telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies. L'écart croissant entre les ressources financières nécessaires pour faire face aux changements climatiques et à d'autres problèmes de portée mondiale, et l'aide publique au développement disponible a été évoqué, et il a été souligné, à cet égard, qu'il était important de prendre rapidement des mesures en cas de crise n'importe où dans le monde,

car une crise toucherait tous les pays, en développement et développés, et ne rien faire coûterait bien plus.

## **II. Questions d'organisation**

### **A. Élection du Bureau**

40. À sa séance plénière d'ouverture, la réunion d'experts pluriannuelle a élu le bureau ci-après:

Président: M. Luis Manuel Piantini Munnigh (République dominicaine)

Vice-Président/Rapporteur: M. Joannes Ekaprasetya Tandjung (Indonésie)

### **B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

41. À sa séance plénière d'ouverture, la réunion d'experts pluriannuelle a adopté l'ordre du jour provisoire de la session, publié sous la cote TD/B/C.II/MEM.2/7; l'ordre du jour se lisait donc comme suit:

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Les relations Sud-Sud au service du renforcement des capacités productives dans les pays en développement.
4. Adoption du rapport de la réunion.

### **C. Résultats de la session**

42. À sa séance plénière de clôture, le vendredi 25 février 2011, la réunion d'experts pluriannuelle a décidé que le Président établirait un résumé des débats.

### **D. Adoption du rapport**

43. Également à sa séance plénière de clôture, la réunion d'experts pluriannuelle a autorisé le Vice-Président/Rapporteur à établir, sous l'autorité du Président, le rapport final après la clôture de la réunion.

## Annexe

### Participation\*

1. Les représentants des États membres de la CNUCED ci-après ont participé à la session:

Algérie	Italie
Allemagne	Jordanie
Angola	Kazakhstan
Arabie saoudite	Kirghizistan
Argentine	Lesotho
Azerbaïdjan	Madagascar
Bahreïn	Mali
Bangladesh	Maroc
Bélarus	Maurice
Bénin	Mexique
Bhoutan	Myanmar
Brésil	Népal
Bulgarie	Nigéria
Cameroun	Ouganda
Chypre	Philippines
Côte d'Ivoire	Pologne
Danemark	République arabe syrienne
Équateur	République dominicaine
Éthiopie	République tchèque
ex-République yougoslave de Macédoine	Soudan
Fédération de Russie	Thaïlande
Finlande	Togo
France	Ukraine
Gabon	Uruguay
Ghana	Venezuela (République bolivarienne du)
Haïti	Viet Nam
Hongrie	Zambie
Indonésie	Zimbabwe

2. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la session:

Centre Sud  
Communauté européenne  
Fonds commun pour les produits de base  
Organisation de coopération et de développement économiques  
Union africaine

3. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de l'ONU et le Programme des Nations Unies pour le développement étaient représentés à la session.

---

\* La liste des participants porte la cote TD/B/C.II/MEM.2/Inf.3.

4. Les institutions spécialisées et organisations apparentées ci-après étaient représentées à la session:

Bureau international du Travail

Centre du commerce international CNUCED/OMC

Organisation mondiale du commerce

5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session:

*Catégorie générale*

Centre international de commerce et de développement durable

Ocaproce Internacional

6. Les personnalités ci-après ont été invitées à participer à la session:

M<sup>me</sup> America **Bastidas Castañeda**, Vice-Ministre à la coopération internationale, Ministère de la planification et du développement (République dominicaine)

M. Juan Francisco **Ballén Mancero**, Sous-Secrétaire au commerce et à l'investissement, Ministère des industries et de la productivité (Équateur)

M. Andrew **Mold**, économiste, OCDE

M. Jose Manuel **Salazar**, Directeur exécutif, Secteur de l'emploi, OIT

M. Robert **Wade**, professeur d'économie, LSE

M. Fouad **Mrad**, Directeur exécutif, Centre de la technologie de la CESAO, CESAO, Beyrouth

M. Biswajit **Dhar**, Directeur général, RIS, New Delhi

M. Rajneesh **Narula**, professeur de commerce international, Université de Reading

M. Joao Carlos **Ferraz**, Directeur général, Banque de développement du Brésil (BNDES)

M. Martin **Khor**, Directeur exécutif, Centre Sud

M. Uma **Subramanian**, spécialiste en chef du développement du secteur privé, Groupe de la Banque mondiale

M. Alberto **Dumont**, Ambassadeur, Mission de l'Argentine

M<sup>me</sup> Rony **Soerakoesoemah**, Directrice adjointe et chef de la Division de l'initiative pour l'intégration et la réduction des écarts de développement de l'ASEAN

M. Masuma **Farooki**, chercheur invité, Open University (Royaume-Uni)

M. Zuo **Changsheng**, Directeur général adjoint, Centre de promotion du commerce agricole, Ministère de l'agriculture (République populaire de Chine)